



Instabilité des prix agricoles sur les marchés mondiaux et gestion des risques : quel rôle pour la puissance publique ? Une nouvelle conférence-débat « Contrepoints Agricultures » à Paris, le 19 novembre 1999



De gauche à droite : Michel Baudoin, Jean Semal (rédacteur en chef), Claire Lambert (représentant le Recteur Deroanne), Michel Petit, Jean-Marc Broussard, Didier Spire (rédacteur en chef), Christian Férault (directeur scientifique à l'INA-PG).

La quatrième grande conférence du cycle **Contrepoints Agricultures** s'est tenue à Paris sous l'égide de l'Institut national agronomique de Paris-Grignon (INA-PG), de la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux, de l'Agence universitaire de la francophonie et des Éditions John Libbey Eurotext dans le cadre de l'École doctorale des grandes écoles du vivant.

L'auditorium Tisserand de l'INA-PG était comble lorsque Philippe Guérin, directeur de l'École, ouvrit la séance en excusant le recteur Claude Deroanne de Gembloux, retenu par un conseil d'administration et représenté par Madame Claire Lambert.

On reconnaissait par ailleurs dans l'assistance Cécile Braucourt-Sahlas, directrice des éditions de l'Agence universitaire de la Francophonie, Nadine Gautier, secrétaire de rédaction des *Cahiers Agricultures*, et Christian Férault, directeur scientifique à l'INA-PG.

Accueillant les quelque 150 participants, dont plusieurs gembloutois, Philippe Guérin se félicita de ce qu'un sujet très actuel, avec l'approche du *Millenium Round* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, fasse l'objet de la réunion.

Ayant été acteur des *rounds* antérieurs, l'orateur insista sur les incidences mondiales des enjeux en matière agro-alimentaire. Bien que le contexte ait totalement changé, le problème de la stabilité des prix mondiaux des produits agricoles revient à l'ordre du jour avec des incidences directes en matière d'environnement et d'aménagement des territoires. Le thème de la conférence fut introduit par le professeur Michel Petit, enseignant à l'INA-PG après avoir exercé pendant dix ans les fonctions de directeur à la Banque

Mondiale dans le département Agriculture et développement rural, dont la tâche est d'aider les pays en développement à lutter contre l'instabilité des prix dans un contexte de liberté du commerce international.

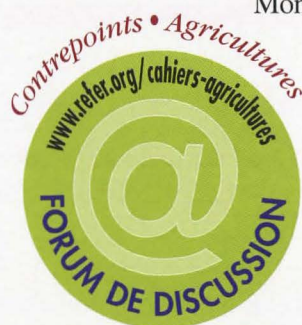
La variation des marchés des produits (*commodities* en anglais) est classiquement expliquée par l'inélasticité de la demande couplée à la variabilité de l'offre à court terme, liée notamment aux facteurs climatiques.

es « Contrepoints Agricultures » sont réalisés sous l'égide des Cahiers Agricultures édités en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie, avec la collaboration de la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux et l'Institut national agronomique de Paris-Grignon (INA-PG).



Cahiers d'études et de recherches francophones
Agricultures

John Libbey
EUROTEXT



Divers types d'interventions de la puissance publique ont été mis en œuvre depuis le XIX^e siècle, qui compliquent l'interprétation du processus : lois antitrust, interventions directes sur les marchés, soutien des prix.

Pour certains, ces mesures protectionnistes sont elles-mêmes cause d'instabilité.

Après cette mise en bouche, Michel Petit, agissant comme modérateur, donna successivement la parole à Michel Baudoin et à Jean-Marc Broussard pour la présentation de leur point de vue respectif quant aux prix des *commodities* sur les marchés mondiaux.

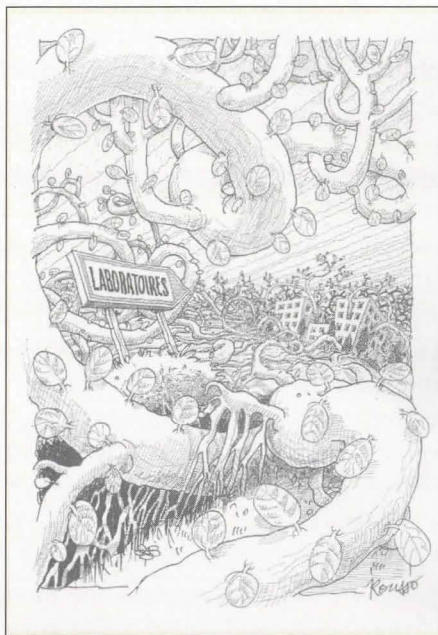
Exposé de Baudoin Michel

Maître de conférence à la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux, Michel Baudoin est aussi producteur et opérateur sur les marchés internationaux du café, après avoir œuvré dans la filière du sucre. Son intervention porte surtout sur les produits agricoles tropicaux, eu égard au poids financier important des matières premières concernées, à leur impact économique vital pour les PED et aux capitaux non professionnels qui y fleurissent. L'auteur porte sa réflexion sur une stratégie du possible à court terme dans une société du risque avec un avenir incertain.

Sur le long terme, on observe depuis un siècle une tendance à la baisse des prix des denrées agricoles, mais il en va de même des autres matières premières. Le cas des produits agro-alimentaires souffre en outre des aléas biologiques et éco-climatiques qui rendent la prévision extrêmement difficile. Dès lors, pénuries et surproductions se succèdent. Un exemple : la production de café Robusta en Afrique s'est effondrée en dix ans suite au développement de la fusariose causée par un champignon se conservant dans le sol. Les conditions politiques fluctuantes jouent également un rôle. Il en est ainsi pour la production de 80 % du quinquina mondial dans l'Est de la République démocratique du Congo, actuellement sous le contrôle d'une rébellion. On se trouve là dans un « non-État de non-droit informel », ce qui, paradoxalement, ne lèse pas les petits producteurs. Cette matière première, essentielle en pharmacie, est ainsi déconnectée des marchés mondiaux.

Il y a également les risques de changes liés à l'instabilité des monnaies. Globalement cet ensemble de paramètres fluctuants crée une instabilité des prix à court terme et une volatilité des marchés dont les réactions sont de plus en plus imprévisibles et non professionnelles (fonds de pensions) sur les marchés à terme. D'un côté, certains se réjouissent que les capitaux extrafiliales puissent insuffler des capacités financières nouvelles. Tous les professionnels, après une période de satisfaction, s'inquiètent désormais car on aboutit à une absence totale de logique et de prévisibilité dans les évolutions tendanciennes du marché du café.

La couverture des risques ainsi encourus peut se faire *via* le marché à terme, qui est un contrat en quantité et prix fixé à plus ou moins longue échéance (18 mois pour le café). Il s'agit d'un contrat de confiance, qui peut être écorné s'il n'est pas respecté (comme par exemple le café Robusta en Asie du Sud-Est). Le marché à terme pour être signifiant doit être équilibré par rapport au marché physique, ce qui n'est plus le cas à cause des interventions massives de non-professionnels.



Contrepoints *Agricultures*

Vos réactions !

Chers lecteurs, nous attendons vos questions et commentaires sur les sujets abordés dans cette rubrique. N'hésitez pas à nous écrire. Nous ouvrirons, dès que vos lettres seront nombreuses, une rubrique « Courrier des lecteurs ».

Adressez vos lettres à l'adresse suivante :

John Libbey Eurotext, Cahiers Agricultures,
127, avenue de la République, 92120 Montrouge, France.

Forum de discussion sur Internet

Réagissez autour des « Contrepoints Agricultures » : connectez-vous au site

www.refer.org/cahiers-agricultures

Par ailleurs, on observe une concentration très forte des transformateurs (torréfacteurs de café) qui se partagent le marché à 5 ou 6 firmes. Ceci complique encore le système qui ne fonctionne bien à terme que dans la transparence et la dispersion atomistique des interventions, ce qui n'est plus le cas actuellement. S'en suivent des faillites d'opérateurs dans un climat de méfiance du système bancaire. Dès lors, actuellement, les opérateurs et négociants (*traders*) ne veulent pas poursuivre dans la voie d'une dérégulation complète du marché.

Comment concevoir, dès lors, des systèmes de régulation ? Au niveau des producteurs, les systèmes de prix garantis ont été décevants.

Pour ce qui est des transformateurs, l'autorisation d'introduire en Europe des graisses autres que celle du cacao dans le chocolat aura un impact négatif sur les pays producteurs. Il faut, dès lors, se référer aux fondamentaux du système des échanges en assainissant le marché au profit des professionnels, en rétablissant une concurrence plus active des transformateurs et en activant l'impact des associations de consommateurs.

Exposé de Jean-Marc Broussard

Professeur à l'INA-PG et chercheur à l'INRA, Jean-Marc Broussard s'est spécialisé dans l'étude de la théorie des chaos comme agent de gestion de l'incertitude. L'orateur distingue deux sortes de risques : ceux résultant de facteurs aléatoires vrais (risques exogènes, comme le climat) et ceux provenant de facteurs endogènes liés au fonctionnement des marchés.

Les interventions publiques visent à réduire l'impact des variations de prix pour le producteur et le consommateur. Au niveau de la production, dans le cadre de la politique du *New Deal* des années 30, les États-Unis ont organisé le soutien des prix. Néanmoins, en dépit de ce soutien, les prix mondiaux des denrées comme le blé ont continué à baisser, suite à un accroissement considérable de la productivité, avec un large gain pour le consommateur.

Le marché à terme stabilise les prix en s'arbitrant dans le temps. Cependant, le risque n'est pas assurable à cause des corrélations entre paramètres non indépendants et des autocorrélations. Le prix, en effet, n'est pas indépendant des productions : lorsque le risque augmente, la production diminue.

La représentation du système peut se faire par le « Cobweb d'Ezékiel », plus ou moins élaboré. Le « Cobweb à risque » relève d'un modèle chaotique : la courbe ne part pas vers l'infini, est sensible aux conditions initiales, présente une autocorrélation à tous les rangs et varie selon les paramètres considérés.

Si l'on considère le modèle du sucre, avec ou sans libéra-

tion des marchés, il s'avère chaotique. Comment stabiliser un tel marché ? Les prix garantis créent la surproduction non régulée et la production part vers l'infini (exemple du blé en Amérique, du cacao en Côte d'Ivoire).

Le stockage et le déstockage réduisent les variations. Le système des quotas de production est avantageux comme facteur de stabilisation, mais il requiert un pouvoir fort. Dès lors, libéralisme et bureaucratie s'avèrent complémentaires. Une politique de quotas négociables pourrait représenter la meilleure solution en la matière.

Une discussion animée a suivi les interventions des deux orateurs (*encadré*). Après une conclusion en finesse de Michel Petit, Philippe Guérin invita les participants au verre de l'amitié. Au cours de la réception, hommage fut rendu à Jean-Claude Pinguet-Rousseau, responsable des relations internationales de l'INA-PG, qui prendra bientôt sa retraite, tandis que son successeur, Jean-Pierre Bonvalet, était présenté à l'assistance.

Rencontre riche par la qualité des participants et le dynamisme des échanges, cette séance des « Contrepoints Agricoles » s'est clôturée en laissant ouvertes les grandes interrogations à propos des politiques agro-économiques du XXI^e siècle.

Jean Semal



Débat animé par Michel Petit

■ Les prix mondiaux des denrées agricoles : une discussion sans conclusions ?

De nombreuses questions ont été soulevées par la salle avec des réponses entrecroisées du président de séance et des deux orateurs. Si bien des points furent éclaircis à la satisfaction générale, d'autres aspects ont appelé des réactions en sens divers, montrant la fluidité et parfois même la volatilité des situations et des solutions proposées. Très visiblement, il s'agit de processus complexes, souvent autocorrélés et à propos desquels la rhétorique officielle des parties est parfois bien éloignée des réalités sous-jacentes. Selon leurs intérêts, les acteurs économiques plaident l'ouverture des marchés, la libéralisation du commerce tout en pratiquant le protectionnisme larvé ou les concentrations monopolistiques à peine déguisées.

Nous relaterons ici la perception d'un auditeur peu compétent dans les matières traitées mais attentif à percevoir la plus ou moins grande cohérence des argumentations présentées.

Les rapports Nord-Sud et les prix mondiaux des denrées agricoles

Le positionnement différencié des marchés agricoles pour ce qui est du café (le deuxième or noir en valeur) ou du cacao, d'une part, et du sucre, d'autre part, fit l'objet de plusieurs discussions animées.

Pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le libre commerce mondial du café et du cacao va de soi, tout comme il va de soi que 75 % du sucre fasse l'objet de transactions sur les marchés intérieurs en étant subsidiés à un niveau élevé. Est en cause le fait que le café et le cacao sont cultivés uniquement dans les régions chaudes tandis que, pour les sucres

(cane, betterave, isoglucose de maïs), la répartition est planétaire mais avec des coûts de production extrêmement différents (prix de soutien de 650 \$ la tonne, pour le sucre de betterave, alors que le Brésil vend du sucre à 250 \$ la tonne sur le marché international). Libéraliser le commerce du sucre affaiblirait la betterave et mettrait en difficulté majeure les productions de l'Espagne et du Portugal. D'où la situation actuelle.

Il y a un certain consensus pour envisager une meilleure stabilisation des prix, mais les points de vue sur la procédure à mettre en œuvre divergent. Faut-il une régulation des marchés, un soutien des prix ou une politique d'assurance *via*, par exemple, les marchés à terme ?

L'Europe a mis en œuvre une politique de stabilisation (le Stabex) qui a montré ses limites dans le cadre des accords de Lomé. La politique agricole commune (PAC) veut quitter ce mécanisme de soutien des prix pour le remplacer par un soutien des exploitations, mais les budgets relatifs aux agricultures tropicales sont limités.

La régulation par le marché à terme demande transparence et atomisation des transactions alors que, pour ce qui est du cacao, on a assisté à une concentration majeure de la production et de la transformation qui rend vaine la méthode d'assurance par les transactions à terme.

Un éclaircissement est proposé à cet égard par Michel Petit qui distingue le marché à terme proprement dit et le marché des produits dérivés.

Par ailleurs, les marchés à terme peuvent être régulés par des « appels de marge » lorsque les prix fluctuent trop fort. On peut donc concevoir une gestion publique du marché à terme. Il semble que, en tout état de cause, ce soit les consommateurs et les producteurs qui sont les plus menacés dans l'ensemble des procédures d'échanges que l'on a qualifié de « jeu à somme nulle où tout le monde perd ».

Si l'on compare la situation à celle des frottements en mécanique, il faudrait mettre en œuvre des roulements à bille qui soient bénéfiques pour tous les opérateurs de la chaîne.

S'agissant du protectionnisme américain et européen, il faut prendre en compte non seulement les producteurs mais aussi (comme c'est le cas pour le sucre) les industries de transformation. Selon une remarque d'un des orateurs, « les industries savent ce que signifie le marché et ne veulent pas y goûter ».

Quant aux soutiens des pays tropicaux *via* le « Stabex », ils profitent essentiellement aux Banques centrales et non aux petits producteurs, car il s'agit d'instruments rigides sans possibilité de contrôle. Pour pallier cette situation, l'Europe émet des dizaines de milliers de chèques nominatifs au bénéfice des petits paysans des pays qui font partie des accords de Lomé.

La conclusion du béotien : ce sont les rapports de force politique plutôt que les théories économiques qui régissent le prix des denrées agricoles sur les marchés internationaux.

Un des secteurs concernés n'a pas dit son dernier mot en la matière : celui de la consommation. Les consommateurs, *via* leur pouvoir d'achat, peuvent orienter les marchés. Encore faudrait-il qu'ils forment des groupes de pression suffisamment cohérents pour que, au-delà du prix payé à leur niveau, se manifestent des exigences de qualité et peut-être même d'éthique des affaires mondiales.

Jean Semal